

Art. 2. La dotation de base mentionnée à l'article 39, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté s'élève à 301.757,84 euros.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 4. Le Ministre compétent en matière d'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 18 octobre 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances,
O. PAASCH

La Ministre de la Culture et des Sports, de l'Emploi et des Médias,
I. WEYKMANS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2024/200305]

18 OKTOBER 2023. — Besluit van de Regering tot vaststelling van de basisdotatie en de bijkomende dotaties in het kader van de AktiF- en AktiF PLUS-maatregel ter bevordering van de werkgelegenheid

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 mei 2018 betreffende de AktiF- en AktiF PLUS-maatregel ter bevordering van de werkgelegenheid, artikel 25, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Regering van 28 september 2018 tot uitvoering van het decreet van 28 mei 2018 betreffende de AktiF- en AktiF PLUS-maatregel ter bevordering van de werkgelegenheid, artikel 38, gewijzigd bij het besluit van 5 oktober 2023, en artikel 39, gewijzigd bij het besluit van 5 oktober 2023;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 11 oktober 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 11 oktober 2023;

Op de voordracht van de Minister van Werkgelegenheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De basisdotatie vermeld in artikel 38, § 2, eerste lid, van het besluit van de Regering van 28 september 2018 tot uitvoering van het decreet van 28 mei 2018 betreffende de AktiF- en AktiF PLUS-maatregel ter bevordering van de werkgelegenheid bedraagt 3.212.057,95 euro.

De tweede bijkomende dotatie vermeld in artikel 38, § 2, derde lid, van hetzelfde besluit bedraagt 1.374.080,00 euro.

Art. 2. De basisdotatie vermeld in artikel 39, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit bedraagt 301.757,84 euro.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 4. De minister bevoegd voor Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 18 oktober 2023.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap:

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media,
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/000476]

13 DECEMBRE 2023. — Décret relatif aux agences-conseil en économie sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Par application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° l'agence-conseil en économie sociale (en abrégé A.C.E.S.) : la personne morale qui a pour objet principal le conseil et l'accompagnement à la création, au développement et à la professionnalisation d'entreprises d'économie sociale;

2° l'entreprise d'économie sociale : la personne morale qui exerce des activités d'économie sociale au sens de l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale;

3° le porteur de projet : toute personne physique ou morale s'investissant dans un processus de création, de développement ou de croissance d'une entreprise d'économie sociale;

4° la Commission : la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale;

5° la subvention : la compensation en vue d'exercer le service d'intérêt économique général (S.I.E.G.) conformément à la décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général [notifiée sous le numéro C(2011) 9380];

6° W.ALTER : la société anonyme d'intérêt public et filiale spécialisée de Wallonie Entreprendre;

7° Wallonie Entreprendre : la société instituée par l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées;

8° l'incubateur wallon spécialisé en économie sociale : l'association sans but lucratif dont le but est de contribuer au développement des entreprises d'économie sociale et de soutenir la création et le développement des entreprises d'économie sociale.

CHAPITRE 2. — Agrément

Section 1^{re}. — Principes et effets de l'agrément

Art. 2. Nul ne peut exercer une activité en tant qu'A.C.E.S. sans être préalablement agréé en Wallonie. Le titulaire de l'agrément peut s'en prévaloir auprès d'autres autorités que la Région wallonne. Nul ne peut porter la dénomination A.C.E.S., ou un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion, sans être titulaire de l'agrément visé à l'article 8.

Art. 3. L'agrément constitue un mandat à gérer un service d'intérêt économique général visé à l'article 13 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Il est destiné à permettre l'octroi des subventions visées au chapitre 3, qui permettent à l'A.C.E.S. agréée et mandatée de rencontrer les obligations de service public.

Ce mandat est accordé pour la durée de l'agrément. L'A.C.E.S. agréée remplit l'obligation de service public qui consiste à sensibiliser, informer et orienter gratuitement le porteur de projet qui souhaite créer une entreprise d'économie sociale ainsi que la sensibilisation, l'information et l'orientation des porteurs de projets en matière d'économie sociale et de dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat social et coopératif.

Art. 4. L'A.C.E.S. qui a son siège statutaire ou son immatriculation à la Banque carrefour des entreprises comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone démontre qu'elle répond à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

L'A.C.E.S. qui a son siège statutaire à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen démontre qu'elle répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret, et ce sans qu'il ne soit fait de discrimination directe ou indirecte fondée sur l'État dont provient l'agence qui sollicite un agrément, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

L'A.C.E.S. qui a son siège statutaire à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen satisfait aux conditions d'agrément déterminées par le présent décret et apporte la preuve qu'elle preste le même type de services dans son pays d'origine, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. 5. L'agrément est octroyé pour une durée de six ans. Il est renouvelable pour des périodes successives de six ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le premier agrément et l'agrément octroyé consécutivement à un retrait d'agrément ont une durée d'un an.

Art. 6. En cas de cession, scission ou fusion d'une A.C.E.S., le repreneur introduit une demande d'agrément et selon la procédure fixée par le Gouvernement. Dans ce cas, l'exploitation et l'usage de la dénomination peuvent, par dérogation à l'article 2, être poursuivis jusqu'à la notification de la décision à intervenir. Le repreneur maintient le droit aux subventions visées au chapitre 3 jusqu'à la décision du Gouvernement.

Art. 7. En cas de retrait d'agrément conformément à l'article 20, une nouvelle demande d'agrément ne peut pas être introduite dans les trois années qui suivent le retrait.

En cas de suspension d'agrément conformément à l'article 20, une nouvelle demande d'agrément ou une demande de renouvellement d'agrément ne peut pas être introduite au cours de la période de suspension, sauf si l'échéance de l'agrément intervient pendant cette période.

Section 2. — Octroi de l'agrément

Art. 8. L'agrément, spécifique à l'activité en tant qu'A.C.E.S., est octroyé et renouvelé par le Gouvernement, selon les modalités et la procédure qu'il détermine, sur avis de la Commission et des services que le Gouvernement désigne.

Art. 9. Pour être agréée en tant qu'A.C.E.S., maintenir son agrément ou obtenir son renouvellement, la demanderesse satisfait aux conditions cumulatives suivantes :

1° être une personne morale qui a un objet conforme à l'article 1^{er}, 1°, et qui est constituée sous une des formes suivantes :

- a) une des associations visées à l'article 1:6, § 2, du Code des sociétés et des associations;
- b) la fondation privée visée à l'article 1:7 du Code des sociétés et des associations;
- c) la société coopérative agréée en tant qu'entreprise sociale visée à l'article 8:5 du Code des sociétés et des associations;

2° avoir son siège statutaire sur le territoire de la région de langue française, sans préjudice de l'article 4;

3° avoir pour objet social le développement de l'économie sociale et pour activités prioritaires :

a) la sensibilisation et la promotion de l'économie sociale et des dispositifs de soutien auprès des porteurs de projets visant à la création, la reprise, la transformation ou le développement d'entreprise d'économie sociale;

b) l'information et l'orientation des porteurs de projets s'inscrivant dans les principes de l'économie sociale, visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, vers les outils publics wallons (financement, accompagnement, animation économique) ainsi que vers l'itinéraire d'accompagnement le plus pertinent, en fonction de leurs besoins propres;

c) l'accompagnement pluridisciplinaire d'un ou plusieurs porteurs de projet en vue de la création d'une entreprise d'économie sociale, du développement de nouvelles activités notamment dans l'innovation sociale et territoriale, du redéploiement, de la restructuration, de la reprise d'une entreprise d'économie sociale ou de la transformation d'une entreprise en entreprise d'économie sociale ainsi que la phase suivant la création de l'entreprise et celle suivant la reprise de l'entreprise;

d) la consultance ponctuelle, c'est-à-dire une mission d'expertise ponctuelle, incluant la mise à disposition d'outils notamment en matière de genre et de livrables, dont le modèle est déterminé par le Gouvernement, effectuée à la demande d'une ou plusieurs entreprises d'économie sociale dans des matières relevant de l'économie sociale;

4° conclure avec chaque porteur de projet ou entrepreneur une convention fixant les droits et obligations de chaque partie avec la production de livrables par l'A.C.E.S. pour chaque prestation effectuée en lien avec ses missions prioritaires;

5° apporter la preuve d'expérience dans la gestion d'au moins cinq dossiers d'accompagnement et cinq dossiers de diagnostic d'entreprises d'économie sociale en lien avec les activités visées au 3°;

6° proposer le plan d'actions triennal visé à l'article 16;

7° remettre le rapport d'activité visé à l'article 17;

8° conclure une convention de partenariat au minimum avec Wallonie Entreprendre, la ou les associations visées à l'article 3 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et avec l'incubateur wallon spécialisé en économie sociale visé à l'article 26, selon les conditions et les modalités prévues par le Gouvernement, dans le cadre de la mise en oeuvre des activités visées au 3°;

9° mettre en place un plan de formation continuée des conseillers en A.C.E.S. en matière de gestion (ressources humaines, finance, comptabilité, juridique, économie, gouvernance) et de genre (entrepreneuriat social au féminin), selon les modalités fixées par le Gouvernement wallon;

10° tenir une comptabilité propre à l'activité d'A.C.E.S. et distincte de toute autre activité;

11° apporter la preuve de l'expérience en économie sociale de minimum deux conseillers de l'A.C.E.S. concernant au minimum trois des compétences suivantes : gestion d'entreprise, finance, comptabilité, droit des sociétés et des associations, stratégie en entreprise, gouvernance participative, gestion de projets, gestion administrative et gestion des ressources humaines;

12° offrir des services gratuits aux porteurs de projet et aux entreprises en matière de sensibilisation, d'information et d'orientation comme visé au 3°, a) et b);

13° offrir des services gratuits aux porteurs de projet et aux entreprises en matière de sensibilisation, d'information et d'orientation comme visé au 3°, a) et b);

14° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'A.C.E.S., des personnes qui :

a) se sont vu interdire l'exercice de telles fonctions en vertu de la législation relative à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;

b) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été tenues responsables des engagements ou des dettes d'une entreprise tombée en faillite, en application du Code des sociétés et des associations;

c) sont privées de leurs droits civils et politiques;

d) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été condamnées pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité d'A.C.E.S.;

e) pendant les cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été condamnées pour des faits de discrimination ou de harcèlement;

15° produire une attestation sur l'honneur dont il ressort que l'A.C.E.S., au moment où elle introduit sa demande, n'est redevable d'aucun arriéré d'impôt, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de la sécurité sociale, par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci, quelle qu'en soit la nature;

16° ne pas avoir été condamnée pour des faits de discrimination ou de harcèlement.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, le Gouvernement peut préciser les contenus et modalités d'exercice des missions.

Pour l'application de la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, le Gouvernement précise le type de dossiers qui sont pris en considération ainsi que les modalités d'évaluation.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 7°, le Gouvernement précise le modèle et le contenu du rapport d'activités.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 11°, le personnel est affecté à l'exécution des activités visées à l'alinéa 1^{er}, 3°. Le Gouvernement arrête les exigences d'aptitude professionnelle.

CHAPITRE 3. — Subvention

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une subvention annuelle de base à l'A.C.E.S. agréée, destinée à financer les services offerts aux porteurs de projet et aux entrepreneurs en fonction des besoins identifiés et des objectifs fixés par le Gouvernement.

La subvention est octroyée à l'A.C.E.S. qui respecte les conditions et obligations visées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution, pour autant que l'agrément de l'A.C.E.S. ne soit pas suspendu.

§ 2. Les aides octroyées en vertu du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires, les aides européennes ainsi que les aides du dispositif " chèques-entreprises " sont déduites de la subvention visée au paragraphe 1^{er} si ces aides portent sur les missions de base financées en vertu du présent décret.

§ 3. Le Gouvernement arrête le montant maximum de la subvention de base ainsi que les modalités d'octroi et de liquidation.

La subvention annuelle de base est déterminée pour chaque A.C.E.S. sur base d'un volume horaire minimum pour réaliser les activités prioritaires visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 3°, et définies dans son plan d'action triennal visé à l'article 16.

§ 4. Le Gouvernement indexe chaque année, au mois de janvier, le montant des subventions en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (indice santé) visé dans le chapitre II du Titre I^{er} de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994.

Cette indexation est limitée à la croissance du budget général des dépenses primaires déterminée par le Parlement wallon.

Art. 11. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer une subvention complémentaire, dans les limites des crédits disponibles, sur avis de la Commission.

Le Gouvernement arrête le montant maximum de la subvention complémentaire, ainsi que les modalités d'octroi et de liquidation.

§ 2. La subvention complémentaire est déterminée pour chaque A.C.E.S. sur base du nombre d'accompagnements pour réaliser les activités spécifiques définies par le Gouvernement et inscrites dans son plan d'action triennal visé à l'article 16.

§ 3. Le Gouvernement peut indexer chaque année, au mois de janvier, le montant de la subvention complémentaire en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, indice santé, visé dans le chapitre II du Titre I^{er} de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994. Cette indexation, dont les crédits sont pris en charge par le budget du Ministre, est limitée à la croissance du budget général des dépenses primaires déterminée par le Parlement wallon.

Art. 12. Pour permettre à l'A.C.E.S. de contribuer, via certaines de ses activités, aux objectifs stratégiques des programmations des fonds structurels en Wallonie (FSE, FEDER), des programmations de la Coopération territoriale européenne (en abrégé Interreg), ou d'autres programmes régionaux, nationaux, européens et internationaux, le Gouvernement peut lui octroyer des subventions de toute durée, destinées à cofinancer ces activités. Ces subventions présentent un caractère additionnel, distinctif ou spécifique par rapport à celle que vise l'article 10, que ce soit en termes de problématique, de stade d'activités, de publics cibles prioritaires, de secteurs d'activités prioritaires, de ciblage géographique ou d'approche méthodologique innovante mais doit viser l'accompagnement des porteurs de projet en économie sociale visés à l'article 9, alinéa 1^{er}, 3^o.

Art. 13. Le total des subventions octroyées à l'A.C.E.S. en vertu du présent décret, cumulées avec toutes les autres formes d'aides, y compris européennes ou internationales, ou de réductions de cotisations de sécurité sociale en vigueur, ne dépasse pas le montant total des coûts générés par l'activité de l'A.C.E.S.

Le Gouvernement détermine les modalités de calcul permettant d'effectuer la comparaison entre le total des aides et les coûts générés par l'activité de l'A.C.E.S. ainsi que les critères utilisés pour calculer le bénéfice raisonnable.

La subvention visée à l'article 12 doit faire l'objet d'une comptabilité analytique par l'A.C.E.S.

Art. 14. Les dépenses qui peuvent être couvertes par la subvention visée à l'article 10 sont les dépenses de fonctionnement ainsi que les dépenses en personnel, selon les modalités fixées par le Gouvernement, nécessaires pour l'exercice des activités visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 3^o.

Art. 15. L'A.C.E.S. introduit sa demande de subvention selon les formes et les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête la procédure, les modalités d'instruction et l'évaluation des demandes de subvention.

CHAPITRE 4. — *Plan d'action*

Art. 16. L'A.C.E.S. propose tous les trois ans, aux services que le Gouvernement désigne, un plan d'action. Ce plan d'action détermine les objectifs mesurables et définis dans le temps, les projets, les partenariats ainsi que les résultats attendus en lien avec les activités mentionnées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 3^o.

Le plan d'action s'inscrit dans le référentiel des produits de Wallonie Entreprendre et des livrables y associés. Le plan d'action est validé par le Gouvernement, selon les modalités et la procédure qu'il détermine, sur avis de la Commission, laquelle sollicite préalablement, par les services que le Gouvernement désigne, l'avis de Wallonie Entreprendre.

Le Gouvernement arrête la méthode et les critères d'évaluation, le modèle, le contenu et les annexes du plan d'action.

CHAPITRE 5. — *Évaluation*

Art. 17. L'A.C.E.S. remet annuellement aux services que le Gouvernement désigne un rapport d'activités actualisé portant notamment sur les partenariats, la quantité, la qualité et la pérennité des projets des entreprises d'économie sociale qu'elle a accompagnés, au regard du plan d'actions triennal, incluant une approche genre et la dimension handistreaming, l'impact économique (direct et indirect) et l'impact social des projets accompagnés ainsi que sur le nombre d'emplois créés par ces entreprises d'économie sociale au cours de l'année précédant celle du dépôt du rapport d'activités.

La récolte des données des A.C.E.S. (indicateurs, livrables, rapports d'activités) est réalisée par les services que le Gouvernement désigne, quelles que soient les sources de financement.

L'A.C.E.S. est évaluée annuellement, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, sur base d'éléments quantitatifs et qualitatifs, contenus dans le rapport d'activités et sur la qualité des livrables du référentiel des produits d'accompagnement qu'elle transmet, au regard des engagements pris dans le plan d'action triennal visé à l'article 16. Le Gouvernement arrête la méthode et les critères d'évaluation du rapport d'activités.

Art. 18. § 1^{er}. La Commission procède annuellement à l'évaluation du plan d'action visé à l'article 16, du rapport d'activités visé à l'article 17, et des livrables des A.C.E.S.

§ 2. La Commission remet un avis, sur la base d'un dossier constitué par les services que le Gouvernement désigne, laquelle sollicite préalablement l'avis de Wallonie Entreprendre.

L'avis de Wallonie Entreprendre porte sur le plan d'actions, le rapport d'activités et la qualité des livrables des A.C.E.S. au regard de la cartographie de l'offre de services des acteurs de l'animation économique et en adéquation avec le référentiel de Wallonie Entreprendre en matière d'offre de produits de sensibilisation, d'information, d'orientation et d'accompagnement de Wallonie Entreprendre.

Art. 19. L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, visé par le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, réalise un rapport d'évaluation de l'exécution du présent décret à l'issue d'une période de trois années à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, puis à l'issue de chaque période de six années. Le rapport d'évaluation, intégrant l'approche genre et la dimension handstreaming, détermine dans quelle mesure le dispositif atteint les objectifs visés à l'article 1^{er}, 1^o, et formule des recommandations en vue de son amélioration. Le rapport d'évaluation est transmis au Gouvernement.

CHAPITRE 6. — *Refus, suspension et retrait de l'agrément*

Art. 20. L'agrément peut être retiré ou suspendu, selon les modalités et la procédure arrêtées par le Gouvernement et après avis motivé de la Commission, dans les cas suivants :

- 1° lorsque l'A.C.E.S. ne remplit plus une des conditions d'agrément énoncées à l'article 9;
 - 2° lorsque l'A.C.E.S. ne respecte pas une des obligations prescrites par le présent décret et ses arrêtés d'exécution;
 - 3° lorsqu'il ressort de l'évaluation du rapport d'activités visé à l'article 17, que les objectifs du plan d'action visé à l'article 16 n'ont pas été atteints dans une proportion déterminée par le Gouvernement;
 - 4° lorsqu'il apparaît que l'A.C.E.S. fait des déclarations mensongères au service désigné par le Gouvernement.
- La suspension de l'agrément peut être décidée pour une période de maximum six mois.

Art. 21. En cas de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément, l'A.C.E.S. peut introduire, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, un recours auprès des services qu'il désigne. Lorsque le recours porte sur une suspension ou un retrait de l'agrément, il a un effet suspensif.

Le Gouvernement statue dans les quatre mois de l'introduction du recours. À défaut de décision du Gouvernement, la décision de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément est confirmée.

CHAPITRE 7. — *Suspension, retrait et remboursement de la subvention*

Art. 22. En cas de retrait de l'agrément, l'A.C.E.S. perd sa subvention à dater de la décision de retrait. Elle rembourse la partie de la subvention déjà liquidée correspondant à la période à partir de laquelle l'agrément est retiré.

En cas de suspension de l'agrément, l'A.C.E.S. perd sa subvention au prorata de la durée de la suspension. Elle rembourse la partie de la subvention déjà liquidée correspondant à la durée de la suspension.

Art. 23. Lorsque la subvention est obtenue par fraude ou déclarations mensongères ou qu'elle n'est pas affectée à la destination prévue par le présent décret ou en cas de non-respect des obligations prévues par le présent décret ou en cas de non-réalisation des objectifs du plan d'action visé à l'article 16, le Gouvernement peut :

- 1° suspendre tout ou partie de la subvention pendant un délai permettant à l'A.C.E.S. concernée de se conformer aux obligations non rencontrées;
- 2° rapporter tout ou partie de la subvention proportionnellement aux infractions constatées;
- 3° retirer la décision d'octroi de la subvention;
- 4° retirer la décision d'octroi de subventions et demander à l'A.C.E.S. concernée le remboursement de tout ou partie de celles-ci.

Art. 24. Le Gouvernement arrête les modalités et la procédure de récupération de la subvention. Cette récupération est effectuée par les services que le Gouvernement désigne par toutes voies de droit, en ce compris la compensation.

CHAPITRE 8. — *WALTER*

Art. 25. Le Gouvernement peut octroyer à W.ALTER une subvention annuelle de frais de fonctionnement, dans les limites des crédits budgétaires disponibles et selon les modalités qu'il détermine, pour l'accomplissement de ses missions et la couverture des charges qui en découlent. L'octroi de cette subvention est subordonné à la remise d'un rapport, dont les modalités sont fixées par le Gouvernement, sur les activités de l'année écoulée.

W.ALTER bénéficie d'une subvention annuelle par la Wallonie dans le cadre de sa mission, prévue dans ses statuts tels qu'approuvés par le Gouvernement wallon en date des 3 juin et 18 novembre 1999 et modifiés pour la dernière fois par acte du 17 décembre 2020, visant à soutenir la création et le développement de projets de sociétés d'économie sociale marchandes, situées sur le territoire de la région wallonne. À cette fin, elle peut notamment intervenir au profit de sociétés et d'associations dont l'activité est marchande et qui, directement ou indirectement, répondent aux critères de l'économie sociale tels que précisés à l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2008 définissant l'économie sociale et son champ d'application. W.ALTER peut prendre des participations dans des entreprises répondant à ces critères, consentir des prêts sous toutes les formes ou donner des garanties en leur faveur. En outre, elle exécute les missions déléguées qui lui seraient déléguées par décret ou par arrêté du Gouvernement, dans le secteur de l'économie sociale.

Le Gouvernement adapte chaque année, au mois de janvier, le montant des subventions en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, indice santé, visé dans le chapitre II du Titre 1^{er} de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994. Cette indexation est limitée à la croissance du budget général des dépenses primaires déterminée par le Parlement wallon.

CHAPITRE 9. — *Incubateur wallon spécialisé en économie sociale*

Art. 26. § 1^{er}. Le Gouvernement constitue avec Wallonie Entreprendre à travers sa filiale W.ALTER et la ou les associations visées à l'article 3 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale une association sans but lucratif dénommée iES !

L'association est un incubateur spécialisé en économie sociale dont le but est de contribuer au développement des entreprises d'économie sociale et de soutenir la création et le développement des entreprises d'économie sociale au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. L'incubateur offre une porte d'entrée, physique et digitale, pour l'économie sociale en Wallonie.

§ 2. Les missions prioritaires de l'incubateur sont les suivantes :

- 1° faciliter le processus de création, de développement et de croissance d'entreprises d'économie sociale, au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale;
- 2° faciliter la professionnalisation et le changement d'échelle des entreprises d'économie sociale;

3° renforcer les collaborations entre les acteurs wallons de l'accompagnement, du conseil et du financement en économie sociale;

4° faciliter le partage d'expérience entre les acteurs de l'économie sociale en Wallonie (porteurs de projets, entrepreneurs, institutionnels) et l'échange de bonnes pratiques entrepreneuriales avec le monde académique;

5° créer des passerelles entre l'économie sociale et l'économie classique notamment dans le cadre des marchés publics durables; 6° soutenir l'innovation sociale dans les projets d'économie sociale;

7° visibiliser et promouvoir les entreprises d'économie sociale en Wallonie.

Les missions prioritaires sont offertes gratuitement à leurs bénéficiaires.

Le Gouvernement wallon peut préciser ou compléter les missions de l'incubateur.

§ 3. L'association accomplit ses missions dans le respect des priorités et des orientations définies dans le contrat de gestion conclu entre elle-même et le Gouvernement.

Le contrat de gestion a une durée de quatre ans. Le Gouvernement détermine le contenu et les modalités pratiques du contrat de gestion. Il peut être modifié de commun accord en cours d'exécution. Le contrat de gestion règle à tout le moins :

1° les objectifs assignés aux parties ainsi que les indicateurs permettant d'en assurer l'évaluation;

2° les délais de réalisation de ces objectifs;

3° les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre, notamment les moyens financiers;

4° les sanctions en cas de manquement aux objectifs et aux délais qu'il fixe.

§ 4. L'incubateur est régi par les dispositions du Code des sociétés et des associations applicables aux associations sans but lucratif lorsqu'elles ne sont pas contraires au présent article.

CHAPITRE 10. — *Contrôle et sanctions*

Art. 27. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Art. 28. Est punie d'une amende administrative de 10 à 100 euros, toute personne non agréée en vertu du présent décret qui, soit se fait passer pour une A.C.E.S., soit induit volontairement en erreur une personne sur le fait d'être une A.C.E.S., et ce même en présentant des informations factuellement correctes.

CHAPITRE 11. — *Traitement de données à caractère personnel*

Art. 29. Le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche est responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE pour les traitements des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en oeuvre du présent décret.

Les A.C.E.S. demandeuses d'agrément et agréées sont responsables du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en oeuvre de l'article 9, alinéa 1^{er}, 3°.

La Commission est responsable du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires à la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu des articles 8, 11, 16, 18 et 20.

Wallonie Entreprendre est responsable du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu des articles 16 et 18.

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique est responsable du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 19.

Art. 30. Les catégories de données à caractère personnel relatives à l'A.C.E.S. dans le cadre de l'agrément susceptibles d'être traitées pour la mise en oeuvre de l'article 9, alinéa 1^{er}, 1° à 16°, sont :

1° en ce qui concerne le porteur de projet :

a) les données d'identification personnelles, sont les prénoms et noms et le numéro d'identification au Registre national visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, au numéro d'identification de la Banque carrefour de la sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'instruction et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

b) les données d'identification numériques;

c) l'âge, le sexe et la nationalité;

d) les données relatives au parcours académique : types d'établissements fréquentés, diplômes obtenus, appréciations de progression académique;

e) les données relatives à l'emploi actuel : employeur, titre et description de la fonction, grade, lieu de travail, spécialisation ou type d'entreprise, modalités et conditions de travail, fonctions antérieures et expérience précédente auprès de l'employeur actuel et régime de travail;

f) les données relatives à la motivation du porteur de projet, son expérience et ses objectifs;

g) les données relatives à son projet;

2° en ce qui concerne le personnel de l'A.C.E.S. :

a) les données d'identification personnelles, sont les prénoms et noms et le numéro d'identification au Registre national visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, au numéro d'identification de la Banque carrefour de la sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'instruction et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

b) les données relatives au parcours académique : types d'établissements fréquentés, diplômes obtenus, appréciations de progression académique;

c) les données relatives à l'emploi actuel : employeur, titre et description de la fonction, grade, lieu de travail, spécialisation ou type d'entreprise, modalités et conditions de travail, comptes individuels, fonctions antérieures et expérience précédente auprès de l'employeur actuel et régime de travail.

Le Gouvernement peut préciser les données visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 31. Dans la limite de ce qui est nécessaire au regard des finalités respectives pour lesquelles elles sont traitées, les données à caractère personnel pertinentes pour attester du respect des conditions d'agrément ou du montant perçu de subventions sont communiquées aux entités suivantes :

1° aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement conformément à l'article 2, § 1^{er}, 2°, du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations;

2° à la Commission pour la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu des articles 8, 11, 16, 18 et 20;

3° à Wallonie Entreprendre pour la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu des articles 16 et 18;

4° à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique pour la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 19.

Art. 32. Sans préjudice de la charge de la preuve de la bonne utilisation de la subvention qui incombe à l'A.C.E.S. agréée et sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 précité, et conformément à l'article 5.1, e), du Règlement (UE) 2016/679 précité, le responsable du traitement visé à l'article 29 conserve les données à caractère personnel visées à l'article 30, pour le contrôle du respect des conditions légales d'agrément et de subventionnement :

1° pour les données à caractère personnel relatives à un agrément, durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle du terme de l'agrément;

2° pour les données à caractère personnel relatives à une subvention, durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action administrative ou judiciaire jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours.

CHAPITRE 12. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 33. L'A.C.E.S. agréée en vertu du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale au moment de l'entrée en vigueur du présent décret est agréée en application du présent décret, pour autant qu'elle démontre, dans le délai et selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, qu'elle remplit les conditions prescrites par le présent décret.

À l'échéance, si elle remplit les conditions d'agrément, elle est agréée sur la base du présent décret. A défaut, elle perd son agrément.

Art. 34. Une association sans but lucratif déjà existante au moment de l'entrée en vigueur du présent décret peut être transformée en l'association visée à l'article 26.

Art. 35. À l'article 2 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots " le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseils en économie sociale » sont remplacés par les mots " le décret du 13 décembre 2023 relatif aux agences-conseils en économie sociale; »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots " la Société wallonne d'Économie sociale marchande, en abrégé : " SOWECSOM » » sont remplacés par le mot " WALTER ».

Art. 36. À l'article 6, 1°, b), du même décret, les mots " le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseils en économie sociale » sont remplacés par les mots " le décret du 13 décembre 2023 relatif aux agences-conseils en économie sociale ».

Art. 37. À l'article 7, § 1^{er}, 6°, du même décret, les mots " la SOWECSOM » sont remplacés par le mot " WALTER ».

Art. 38. Par dérogation aux articles 24 et 25 du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale, le Gouvernement wallon peut octroyer une subvention unique et forfaitaire de 150 000 euros par A.C.E.S. agréée pour l'année 2023, sous réserve des crédits disponibles au programme 18.104 de la Région wallonne, à condition qu'elle occupe ou engage au minimum deux équivalents temps plein.

Art. 39. Le décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale est abrogé.

Art. 40. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale est abrogé.

Art. 41. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024, à l'exception de l'article 38 qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2023

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 décembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement wallon, 1495 (2023-2024) N^{os} 1 à 4
Compte rendu intégral, séance plénière du 13 décembre 2023
Discussion.
Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/000476]

13 DECEMBER 2023. — Decreet betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1° adviesverlenend agentschap inzake sociale economie (in het Frans "A.C.E.S." afgekort) : de rechtspersoon met als hoofddoel adviesverlening en begeleiding te bieden bij de oprichting, ontwikkeling en professionalisering van sociale economiebedrijven;

2° sociaal economiebedrijf: de rechtspersoon die activiteiten verricht in de sociale economie in de zin van artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie;

3° projectontwikkelaar: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die betrokken is bij de oprichting, ontwikkeling of groei van een sociaal economiebedrijf;

4° Commissie: de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie;

5° subsidie: de compensatie voor het verrichten van diensten van algemeen economisch belang overeenkomstig het Besluit 2012/21/EU van de Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen (Kennissegeving geschied onder nummer C(2011) 9380);

6° W.ALTER : de naamloze vennootschap en gespecialiseerde dochteronderneming van "Wallonie Entreprendre";

7° "Wallonie Entreprendre": de maatschappij bedoeld in artikel 1 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen;

8° Waalse incubator gespecialiseerd in de sociale economie: de vzw met als doel bij te dragen tot de ontwikkeling van sociale economiebedrijven en de oprichting en ontwikkeling van sociale economiebedrijven te ondersteunen.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning*

Afdeling 1. — Beginselen en gevolgen van de erkenning.

Art. 2. Niemand mag een activiteit uitoefenen als adviesverlenend agentschap inzake sociale economie zonder eerst erkend te zijn in Wallonië. De houder van de erkenning kan zich hierop beroepen bij andere overheden dan het Waalse Gewest. Niemand mag de benaming "adviesverlenend agentschap inzake sociale economie" noch een andere term, vertaling of schrijfwijze die voor verwarring kan zorgen, gebruiken zonder in het bezit te zijn van de erkenning bedoeld in artikel 8.

Art. 3. De erkenning houdt een mandaat in om een dienst van algemeen economisch belang te beheren, zoals bedoeld in artikel 13 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. Ze is bedoeld om de subsidies waarnaar wordt verwezen in hoofdstuk 3 te kunnen toekennen, zodat het erkende en gemandateerde adviesverlenend agentschap inzake sociale economie zijn openbare dienstverplichtingen kan nakomen.

Dit mandaat wordt verleend voor de duur van de erkenning. Het erkende adviesverlenend agentschap inzake sociale economie vervult de openbare dienstverplichting die bestaat uit het gratis sensibiliseren, informeren en begeleiden van de projectontwikkelaar die een sociaal economiebedrijf wil oprichten, alsook het sensibiliseren, informeren en begeleiden van projectontwikkelaars inzake sociale economie en steunregelingen voor sociaal en coöperatief ondernemerschap.

Art. 4. Het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie dat zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als rechtspersoon heeft, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitstalige Gemeenschap moet aantonen dat het aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald bij dit decreet voldoet, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie dat zijn statutaire zetel in het buitenland en binnen de Europese Economische Ruimte heeft, moet aantonen dat het in zijn land voldoet aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door dit decreet, en dit, zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de Staat waaruit het agentschap dat de erkenning aanvraagt afkomstig is, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie met maatschappelijke zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald door dit decreet en het bewijs leveren dat het in zijn land van herkomst hetzelfde soort diensten verleent, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Art. 5. De erkenning wordt voor zes jaar verleend. Ze kan telkens met zes jaar worden verlengd.

In afwijking van het eerste lid geldt de eerste erkenning en de erkenning die na intrekking van de erkenning wordt verleend, voor een periode van één jaar.

Art. 6. Bij overdracht, splitsing of fusie van een adviesverlenend agentschap inzake sociale economie dient de overnemer een aanvraag tot erkenning in binnen de termijn en volgens de procedure die de Regering bepaalt. In dat geval kunnen de exploitatie en het gebruik van de benaming in afwijking van artikel 2 voortgezet worden tot de kennisgeving van de te nemen beslissing. De overnemer behoudt het recht op de subsidies bedoeld in hoofdstuk 3 totdat de Regering een beslissing heeft genomen.

Art. 7. Indien de erkenning overeenkomstig artikel 20 wordt ingetrokken, kan gedurende drie jaar na de intrekking geen nieuwe erkenningsaanvraag worden ingediend.

Indien de erkenning overeenkomstig artikel 20 wordt geschorst, mag tijdens de schorsingsperiode geen nieuwe erkenningsaanvraag of aanvraag tot verlenging van de erkenning worden ingediend, tenzij de erkenning tijdens die periode vervalt.

Afdeling 2. — Toekenning van de erkenning

Art. 8. De erkenning, specifiek voor de activiteit als adviesverlenend agentschap inzake sociale economie, wordt verleend en verlengd door de Regering, volgens de modaliteiten en de procedure die zij bepaalt, op advies van de Commissie en de diensten die de Regering aanwijst.

Art. 9. Om erkend te worden als adviesverlenend agentschap inzake sociale economie, zijn erkenning te behouden of zijn verlenging te verkrijgen, moet de aanvrager aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° een rechtspersoon zijn waarvan het doel beantwoordt aan artikel 1, 1°, en die is opgericht in een van de volgende vormen:

- a) één van de verenigingen bedoeld in artikel 1:6, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- b) de private stichting bedoeld in artikel 1:7 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;
- c) de coöperatieve vennootschap die is erkend als sociale onderneming zoals bedoeld in artikel 8:5 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

2° zijn statutaire zetel hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied, onverminderd artikel 4;

3° de ontwikkeling van de sociale economie maatschappelijk als doel hebben en als haar prioritaire activiteiten:

a) de bewustmaking en promotie van de sociale economie en ondersteuningsprogramma's onder projectontwikkelaars om sociale economiebedrijven op te richten, over te nemen, te transformeren of te ontwikkelen;

b) het informeren en begeleiden van projectontwikkelaars die in overeenstemming zijn met de principes van de sociale economie, zoals bedoeld in artikel 1, lid 1, van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, naar Waalse overheidsinstrumenten (financiering, steun, economische ontwikkeling) en naar het meest geschikte steuntraject, afhankelijk van hun specifieke behoeften;

c) de multidisciplinaire begeleiding van één of meerdere projectontwikkelaars met het oog op de oprichting van een sociaal economiebedrijf, de ontwikkeling van nieuwe activiteiten, met name op het vlak van sociale en territoriale innovatie, herplaatsing, herstructurering, de overname van een sociaal economiebedrijf of de omvorming van een bedrijf tot een sociaal economiebedrijf, alsook de fase na de oprichting van de onderneming en de fase na de overname van het bedrijf.

d) eenmalige consultancy, d.w.z. een eenmalige consultancyopdracht, met inbegrip van het verschaffen van instrumenten, met name in termen van geslacht en te leveren prestaties, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, uitgevoerd op verzoek van een of meerdere sociale economiebedrijven in aangelegenheden die verband houden met de sociale economie;

4° met elke projectontwikkelaar of ondernemer een overeenkomst sluiten die de rechten en plichten van elke partij vastlegt, met de productie van deliverables door het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie voor elke dienst die wordt uitgevoerd in het kader van zijn prioritaire opdrachten;

5° het bewijs leveren van ervaring in het beheer van ten minste vijf steundossiers en vijf diagnosedossiers voor sociale economiebedrijven in het kader van de activiteiten bedoeld in 3°;

6° het driejarig actieplan bedoeld in artikel 16 voorstellen;

7° het activiteitenverslag bedoeld in artikel 17 overmaken;

8° ten minste een partnerschapsovereenkomst sluiten met "Wallonie Entreprendre", de vereniging(en) bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie en met de Waalse incubator gespecialiseerd in de sociale economie bedoeld in artikel 26, volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald door de Regering, in het kader van de uitvoering van de activiteiten bedoeld in 3°.

9° een permanent opleidingsplan opstellen voor de adviseurs inzake de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie op het vlak van management (human resources, financiën, boekhouding, juridisch, economisch, bestuur) en gender (vrouwelijk sociaal ondernemerschap), volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd door de Waalse Regering;

10° een boekhouding bijhouden die specifiek is voor activiteit van een adviesverlenend agentschap inzake sociale economie en gescheiden is van elke andere activiteit;

11° het bewijs leveren van de ervaring in de sociale economie van ten minste twee adviseurs van het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie in ten minste drie van de volgende domeinen: bedrijfsbeheer, financiën, boekhouding, vennootschaps- en verenigingsrecht, bedrijfsstrategie, participatief bestuur, projectbeheer, administratief beheer en personeelsbeheer;

12° gratis sensibiliserings-, informatie- en begeleidingsdiensten aanbieden aan projectontwikkelaars en bedrijven bedoeld in 3°, a) en b);

13° gratis diensten aanbieden aan projectontwikkelaars en bedrijven op het vlak van sensibilisering, informatie en begeleiding zoals bedoeld in 3°, a) en b); 14° onder zijn bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of andere personen die gemachtigd zijn om het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie te binden, geen personen tellen :

a) aan wie verbod tot uitoefening van dergelijke functies is opgelegd krachtens de wetgeving op het gerechtelijk verbod tot uitoefening van bepaalde functies, beroepen of activiteiten opgelegd aan sommige veroordeelden en faillietverklaarden;

b) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan de erkenningsaanvraag of de aanvraag om hernieuwing van de erkenning verantwoordelijk zijn gehouden voor de verbintenissen of de schulden van een faillietverklaarde vennootschap, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

c) wier burgerlijke en politieke rechten zijn ontnomen;

d) die in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de erkenningsaanvraag of de aanvraag om verlenging van de erkenning zijn veroordeeld voor een delict dat verband houdt met fiscale of sociale bepalingen of wet- of regelgeving met betrekking tot de uitoefening van de activiteit van eenadviesverlenend agentschap inzake sociale economie;

e) die veroordeeld zijn voor discriminatie of intimidatie in de vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag voor erkenning of verlenging van erkenning;

15° een verklaring op erewoord overleggen waaruit blijkt dat het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie op het ogenblik van de indiening van zijn aanvraag geen achterstallige belastingen of door de RSZ, een fonds voor bestaanszekerheid of voor rekening van deze laatste te innen bijdragen, van welke aard ook, verschuldigd is;

16° niet veroordeeld zijn voor discriminatie of intimidatie.

Voor de toepassing van lid 1, 3°, kan de Regering de inhoud en de wijze van uitvoering van de taken nader bepalen.

Voor de toepassing van de voorwaarde, vermeld in lid 1, 5°, preciseert de Regering het soort dossiers dat in aanmerking wordt genomen en de evaluatiemethoden.

Voor de toepassing van lid 1, 7°, bepaalt de Regering het model en de inhoud van het activiteitenverslag.

Voor de toepassing van lid 1, 11°, wordt het personeel ingezet voor de uitvoering van de activiteiten bedoeld in paragraaf 1, 3°. De Regering stelt de vereisten voor beroepsbekwaamheid vast.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidie*

Art. 10. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering een jaarlijkse basissubsidie toe aan de erkende adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie volgens de modaliteiten die zij bepaalt, om de diensten te financieren die worden aangeboden aan de projectontwikkelaars en ondernemers in overeenstemming met de geïdentificeerde behoeften en de doelstellingen bepaald door de Regering.

De subsidie wordt toegekend aan het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie dat voldoet aan de voorwaarden en verplichtingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, op voorwaarde dat de erkenning van het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie niet wordt opgeschort.

§ 2. De steun verleend krachtens het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften, de Europese steun en de steun in het kader van de regeling "bedrijvencheques" worden in mindering gebracht op de subsidie bedoeld in paragraaf 1 voor zover deze steun betrekking heeft op de basistaken gefinancierd krachtens dit decreet.

§ 3. De Regering bepaalt het maximumbedrag van de basissubsidie en de modaliteiten voor de toekenning en betaling ervan.

De jaarlijkse basissubsidie wordt voor elke adviesverlenend agentschap inzake sociale economie bepaald op basis van een minimaal aantal uren voor het uitvoeren van de prioritaire activiteiten bedoeld in artikel 9, eerste lid, 3°, en gedefinieerd in haar driejarig actieplan bedoeld in artikel 16.

§ 4. Elk jaar in januari indexeert de Regering het bedrag van de subsidies volgens het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) bedoeld in hoofdstuk II van titel I van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bevestigd door de wet van 30 maart 1994.

Deze indexering is beperkt tot de groei van de algemene begroting voor primaire uitgaven zoals bepaald door het Waalse parlement.

Art. 11. § 1. De Regering kan op advies van de Commissie een aanvullende subsidie verlenen binnen de perken van de beschikbare kredieten.

De Regering bepaalt het maximumbedrag van de aanvullende subsidie en de modaliteiten voor de toekenning en betaling ervan.

§ 2. De aanvullende subsidie wordt voor elk adviesverlenend agentschap inzake sociale economie bepaald op basis van het aantal begeleidingen voor het uitvoeren van de specifieke activiteiten die door de Regering bepaald en opgenomen zijn in haar driejarig actieplan bedoeld in artikel 16.

§ 3. Elk jaar in januari kan de Regering het bedrag van de aanvullende subsidie indexeren volgens het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) bedoeld in hoofdstuk II van titel I van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bevestigd door de wet van 30 maart 1994. Deze indexering, waarvan de kredieten worden gedekt door de begroting van de Minister, is beperkt tot de groei van de algemene begroting van de primaire uitgaven zoals bepaald door het Waalse parlement.

Art. 12. Om het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie in staat te stellen om via sommige van zijn activiteiten bij te dragen tot de strategische doelstellingen van de programma's van de Structuurfondsen in Wallonië (ESF, EFRO), de programma's van de Europese Territoriale Samenwerking (afgekort Interreg), of andere regionale, nationale, Europese en internationale programma's, kan de Regering bedoeld agentschap subsidies van eender welke duur toekennen die bestemd zijn voor de cofinanciering van deze activiteiten. Deze subsidies moeten aanvullend, onderscheidend of specifiek zijn ten opzichte van de subsidie bedoeld in artikel 10, zowel op het vlak van de problematiek, de fase van de activiteiten, de prioritaire doelgroepen, de prioritaire activiteitensectoren, de geografische afbakening of de vernieuwende methodologische aanpak, maar moeten gericht zijn op de ondersteuning van de projectontwikkelaars inzake sociale economie bedoeld in artikel 9, eerste lid, 3°.

Art. 13. De totale subsidies die krachtens dit decreet aan het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie worden toegekend, mogen samen met alle andere vormen van steun, inclusief Europese of internationale steun, of verlagingen van de geldende socialezekerheidsbijdragen, niet meer bedragen dan de totale kosten die door de activiteit van het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie worden gegeneerd.

De Regering bepaalt de berekeningsmethoden die worden gebruikt om de totale steun te vergelijken met de kosten die worden gegeneerd door de activiteit van het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie, evenals de criteria die worden gebruikt om de redelijke winst te berekenen.

De subsidie als bedoeld in artikel 12 moet het voorwerp uitmaken van een analytische boekhouding door het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie.

Art. 14. De uitgaven die kunnen worden gedekt door de subsidie bedoeld in artikel 10 zijn de werkingskosten en de personeelskosten, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten, noodzakelijk voor de uitvoering van de activiteiten bedoeld in artikel 9, eerste lid, 3°.

Art. 15. Het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie dient zijn subsidieaanvraag in volgens de vormen en de modaliteiten die de Regering heeft bepaald.

De Regering beslist over de procedure, de modaliteiten voor het onderzoeken en de beoordeling van subsidieaanvragen.

HOOFDSTUK 4. — Actieplan

Art. 16. Elke drie jaar stelt het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie een actieplan voor aan de diensten aangewezen door de Regering. Dit actieplan bevat meetbare en in de tijd afgebakende doelstellingen, projecten, partnerschappen en verwachte resultaten met betrekking tot de activiteiten vermeld in artikel 9, eerste lid, 3°.

Het actieplan is in lijn met de producten van "Wallonie Entreprendre" en de bijbehorende deliverables. Het actieplan wordt gevalideerd door de Regering, volgens de modaliteiten en de procedure die zij bepaalt, op advies van de Commissie, die eerst het advies van "Wallonie Entreprendre" inwint via de diensten die de Regering aanwijst.

De Regering bepaalt de evaluatiemethode en -criteria, het model, de inhoud en de bijlagen van het actieplan.

HOOFDSTUK 5. — Beoordeling

Art. 17. Het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie dient jaarlijks een geactualiseerd activiteitenverslag in bij de door de Regering aangewezen diensten, waarin met name wordt ingegaan op de partnerschappen, de kwantiteit, de kwaliteit en de duurzaamheid van de door hem gesteunde projecten voor sociale economiebedrijven, in het licht van het driejarige actieplan, met inbegrip van een genderbenadering en de dimensie handicap (handstreaming), de (directe en indirecte) economische impact en de sociale impact van de gesteunde projecten, alsmede het aantal arbeidsplaatsen dat door deze sociale economiebedrijven is gecreëerd in het jaar voorafgaand aan het jaar waarin het activiteitenverslag wordt ingediend.

De gegevens die door de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie worden verzameld (indicatoren, deliverables, activiteitenverslagen) worden uitgevoerd door de diensten die door de Regering zijn aangewezen, ongeacht de financieringsbron.

Het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie wordt jaarlijks geëvalueerd, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, op basis van de kwantitatieve en kwalitatieve elementen in het activiteitenverslag en op basis van de kwaliteit van de deliverables van het referentiekader van ondersteunende producten die het doorgeeft, ten opzichte van de verbintenissen aangegaan in het driejarig actieplan bedoeld in artikel 16. De Regering bepaalt de methode en de criteria voor de evaluatie van het activiteitenverslag.

Art. 18. § 1. De Commissie voert een jaarlijkse beoordeling uit van het in artikel 16 bedoelde actieplan, het in artikel 17 bedoelde activiteitenverslag en de deliverables van de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie.

§ 2. De Commissie brengt advies uit op basis van een dossier samengesteld door de diensten aangewezen door de Regering, die eerst het advies van "Wallonie Entreprendre" inwint.

Het advies van "Wallonie Entreprendre" heeft betrekking op het actieplan, het activiteitenverslag en de kwaliteit van de deliverables van het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie met betrekking tot het in kaart brengen van de diensten die worden aangeboden door de actoren van economische ontwikkeling en in lijn met de benchmark van "Wallonie Entreprendre" met betrekking tot het aanbod van bewustmakings-, informatie-, begeleidings- en ondersteuningsproducten van "Wallonie Entreprendre".

Art. 19. Het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) beoeld in het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) zal een evaluatieverslag opstellen over de uitvoering van dit decreet aan het einde van een periode van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, en vervolgens aan het einde van elke periode van zes jaar. In het evaluatieverslag, waarin de genderaanpak en de dimensie handicap (handstreaming) worden geïntegreerd, wordt beoordeeld in hoeverre de in artikel 1, lid 1, bedoelde doelstellingen met de regeling worden verwezenlijkt en worden aanbevelingen gedaan voor de verbetering ervan. Het evaluatierapport wordt naar de Regering gestuurd.

HOOFDSTUK 6. — Weigering, schorsing en intrekking van de erkenning

Art. 20. De erkenning kan worden ingetrokken of opgeschort, volgens de modaliteiten en de procedure bepaald door de Regering en na een met redenen omkleed advies van de Commissie, in de volgende gevallen:

1° indien het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie niet langer voldoet aan één van de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 9;

2° indien het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie één van de verplichtingen voorgeschreven door dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten niet naleeft;

3° wanneer uit de evaluatie van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 17 blijkt dat de doelstellingen van het actieplan bedoeld in artikel 16 niet bereikt zijn in een door de Regering bepaalde verhouding;

4° wanneer blijkt dat het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie valse verklaringen aflegt aan de door de Regering aangewezen dienst.

De erkenning kan voor maximaal zes maanden worden opgeschort.

Art. 21. In geval van weigering, opschorting of intrekking van een erkenning kan het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten beroep aantekenen bij de door haar aangewezen diensten. Wanneer het beroep betrekking heeft op de schorsing of intrekking van de erkenning, heeft het schorsende werking.

De Regering neemt een beslissing binnen vier maanden na de indiening van het beroep. Als de Regering geen beslissing neemt, wordt de beslissing om de erkenning te weigeren, op te schorten of in te trekken bevestigd.

HOOFDSTUK 7. — *Schorsing, intrekking en terugbetaling van de subsidie*

Art. 22. Als de erkenning wordt ingetrokken, verliest het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie zijn subsidie vanaf de datum van de intrekkingbeslissing. Het betaalt het deel van de reeds betaalde subsidie terug dat overeenkomt met de periode waarvoor de erkenning wordt ingetrokken.

Als de erkenning wordt opgeschort, verliest het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie zijn subsidie naar rato van de duur van de opschorting. Het betaalt het deel van de reeds betaalde subsidie dat overeenkomt met de duur van de opschorting, terug.

Art. 23. Wanneer de subsidie verkregen is door fraude of bedrog of niet gebruikt wordt voor het doel dat dit decreet beoogt of in geval van niet-naleving van de verplichtingen die dit decreet oplegt of het niet bereiken van de doelstellingen van het actieplan bedoeld in artikel 16, kan de Regering :

1° de subsidie geheel of gedeeltelijk opschorten voor een termijn die het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie in de mogelijkheid stelt om zijn niet-nageleefde verplichtingen na te komen;

2° de subsidie geheel of gedeeltelijk intrekken in evenredigheid met de vastgestelde overtredingen;

3° de beslissing tot toekenning van de subsidie intrekken;

4° de beslissing tot toekenning van de subsidies intrekken en het betrokken adviesverlenend agentschap inzake sociale economie

Art. 24. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure voor de terugvordering van de subsidie vast. De door de Regering aangewezen diensten worden ermee belast de ten onrechte betaalde subsidies met alle rechtsmiddelen terug te vorderen, met inbegrip van de compensatie.

HOOFDSTUK 8. — *W.ALTER*

Art. 25. De regering kan W.ALTER een jaarlijkse exploitatiesubsidie toekennen, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en overeenkomstig de modaliteiten die zij vaststelt, om haar in staat te stellen haar taken uit te voeren en de daaruit voortvloeiende kosten te dekken. De subsidie is afhankelijk van de indiening van een verslag over de activiteiten van het voorgaande jaar, waarvan de details door de Regering worden vastgesteld.

W.ALTER ontvangt een jaarlijkse subsidie van Wallonië in het kader van haar missie, die is vastgelegd in haar statuten zoals goedgekeurd door de Waalse Regering op 3 juni en 18 november 1999 en laatstelijk gewijzigd door de wet van 17 december 2020, om de oprichting en ontwikkeling van projecten door commerciële sociale economiebedrijven gevestigd in het Waalse Gewest te ondersteunen. Daartoe kan zij in het bijzonder tussenkomen ten gunste van vennootschappen en verenigingen waarvan de activiteit commercieel is en die rechtstreeks of onrechtstreeks beantwoorden aan de criteria van de sociale economie zoals bepaald in artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie en zijn toepassingsgebied. W.ALTER kan participaties nemen in bedrijven die aan deze criteria voldoen, leningen in welke vorm dan ook verstrekken of garanties geven namens deze bedrijven. Ze voert ook de taken uit die haar worden gedelegeerd door decreten of besluiten van de Regering in de sector van de sociale economie.

Elk jaar in januari past de Regering het bedrag van de subsidies aan volgens het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) bedoeld in hoofdstuk II van titel I van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bevestigd door de wet van 30 maart 1994. Deze indexering, waarvan de kredieten worden gedekt door de begroting van de Minister, is beperkt tot de groei van de algemene begroting van de primaire uitgaven zoals bepaald door het Waalse parlement.

HOOFDSTUK 9. — *Waalse incubator gespecialiseerd in de sociale economie*

Art. 26. § 1. De Regering heeft samen met "Wallonie Entreprendre" via haar filiaal W.ALTER en de vereniging(en) bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, een vzw opgericht onder de naam iES!

De vereniging is een incubator gespecialiseerd in de sociale economie met als doel bij te dragen tot de ontwikkeling van sociale economiebedrijven en de oprichting en ontwikkeling van sociale economiebedrijven te ondersteunen in de zin van artikel 1, lid 1, van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie. De incubator biedt een fysieke en digitale toegangspoort tot de sociale economie in Wallonië.

§ 2. De prioritaire opdrachten van de incubator zijn de volgende:

1° het proces van oprichting, ontwikkeling en groei van sociale economiebedrijven, in de zin van artikel 1, eerste lid, van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, vergemakkelijken;

2° de professionalisering en schaalvergroting van sociale economiebedrijven vergemakkelijken;

3° de samenwerking tussen Waalse actoren op het vlak van begeleiding, advies en financiering voor de sociale economie versterken;

4° het uitwisselen van ervaringen tussen actoren van de sociale economie in Wallonië (projectontwikkelaars, ondernemers, instellingen) en de uitwisseling van goede ondernemerspraktijken met de academische wereld vergemakkelijken;

5° bruggen slaan tussen de sociale economie en de traditionele economie, in het bijzonder in het kader van duurzame overheidsopdrachten; 6° sociale innovatie in projecten van de sociale economie ondersteunen;

7° de zichtbaarheid van sociale economiebedrijven in Wallonië vergroten en bevorderen.

Prioritaire opdrachten worden gratis aangeboden aan de begunstigden.

De Waalse Regering kan de opdrachten van de incubator specificeren of aanvullen.

§ 3. De vereniging voert haar opdrachten uit in overeenstemming met de prioriteiten en richtlijnen die zijn vastgelegd in het beheerscontract tussen de vereniging en de Regering.

Het beheerscontract heeft een looptijd van vier jaar. De Regering bepaalt de inhoud en praktische details van het beheerscontract. Het kan tijdens de uitvoering ervan in onderling overleg worden gewijzigd. Het beheerscontract regelt op zijn minst :

1° de doelstellingen die aan de partijen zijn toegewezen en de indicatoren die worden gebruikt om ze te beoordelen;

2° de termijnen om deze doelstellingen te bereiken;

3° de middelen om ze te bereiken, in het bijzonder de financiële middelen;

4° de straffen als de erin vastgestelde doelstellingen en termijnen niet in acht worden genomen.

§ 4. De incubator valt onder de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen die van toepassing zijn op verenigingen zonder winst oogmerk voor zover ze niet in strijd zijn met dit artikel.

HOOFDSTUK 10. — *Controle en sancties*

Art. 27. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

Art. 28. Elke persoon die niet erkend is volgens dit decreet en die zich voordoeft als een adviesverlenend agentschap inzake sociale economie of die opzettelijk een persoon misleidt over het feit dat hij een adviesverlenend agentschap inzake sociale economie is, zelfs door feitelijk correcte informatie te verstrekken, is strafbaar met een administratieve boete tussen 10 en 100 euro.

HOOFDSTUK 11. — *Verwerking van persoonsgegevens*

Art. 29. De Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk is voor de uitvoering van dit decreet

De adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie die een erkenning aanvragen en goedgekeurd zijn, zijn verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van artikel 9, eerste lid, 3°.

De Commissie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die zij nodig heeft voor de uitvoering van haar taken uit hoofde van de artikelen 8, 11, 16, 18 en 20.

“Wallonie Entreprendre” is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die zij nodig heeft voor de uitvoering van haar taken uit hoofde van de artikelen 16 en 18.

Het “Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique ” is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die zij nodig heeft voor de uitvoering van haar taken uit hoofde van artikel 19.

Art. 30. De categorieën van persoonsgegevens met betrekking tot het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie in het kader van de erkenning die mogen worden verwerkt voor de toepassing van artikel 9, lid 1, 1° tot 16°, zijn :

1° wat betreft de projectontwikkelaar(s):

a) de persoonlijke identificatiegegevens zijn de voornamen en familienamen en het identificatienummer in het Rijksregister bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij ontstentenis daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid ;

b) de digitale identificatiegegevens;

c) leeftijd, geslacht en nationaliteit;

d) de gegevens met betrekking tot academische vooruitgang: bezochte schooltypes, behaalde kwalificaties, beoordelingen van academische vooruitgang;

e) de gegevens over het huidige dienstverband: werkgever, functietitel en -omschrijving, rang, plaats van tewerkstelling, specialisatie of type bedrijf, arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden, eerdere taken en ervaring bij de huidige werkgever en werkafspraken;

f) informatie over de motivatie, ervaring en doelstellingen van de projecteigenaar;

g) de gegevens met betrekking tot zijn project;

2° wat betreft het personeel van het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie. :

a) de persoonlijke identificatiegegevens zijn de voornamen en familienamen en het identificatienummer in het Rijksregister bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij ontstentenis daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid ;

b) de gegevens met betrekking tot academische vooruitgang: bezochte schooltypes, behaalde kwalificaties, beoordelingen van academische vooruitgang;

c) de gegevens over het huidige dienstverband: werkgever, functietitel en -omschrijving, rang, plaats van tewerkstelling, specialisatie of type bedrijf, arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden, individuele rekeningen, eerdere taken en ervaring bij de huidige werkgever en werkafspraken;

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde gegevens nader bepalen.

Art. 31. Voor zover dit noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor ze worden verwerkt, worden persoonsgegevens die relevant zijn voor het certificeren van de naleving van de erkenningsvoorwaarden of de hoogte van de ontvangen subsidies, aan de volgende entiteiten meegegeed:

1° de ambtenaren aangewezen door de Regering overeenkomstig artikel 2, § 1, 2°, van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen;

2° de Commissie voor de uitvoering van haar taken krachtens de artikelen 8, 11, 16, 18 en 20;

3° "Wallonie Entreprendre" voor de uitvoering van haar taken krachtens de artikelen 16 en 18;

4° het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique " voor de uitvoering van zijn taken krachtens artikel 19.

Art. 32. Onverminderd de bewijslast ten aanzien van het juiste gebruik van de subsidie die bij het erkende adviesverlenend agentschap inzake sociale economie ligt en onverminderd de instandhouding die noodzakelijk is voor de verwerking voor archiefdoeleinden van algemeen belang, voor wetenschappelijk of historisch onderzoek of voor statistische doeleinden als bedoeld in artikel 89 van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, en overeenkomstig artikel 5. 1, onder e), van voornoemde Verordening (EU) 2016/679 bewaart de in artikel 29 bedoelde verwerkingsverantwoordelijke de in artikel 30 bedoelde persoonsgegevens met het oog op het toezicht op de naleving van de wettelijke voorwaarden voor erkenning en subsidies:

1° voor persoonsgegevens met betrekking tot een erkenning, voor een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de erkenning verstrikt;

2° voor persoonsgegevens met betrekking tot een subsidie, gedurende een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de definitieve afsluiting van het budgettair en boekhoudkundig jaar waarop de subsidie betrekking heeft.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een administratieve of gerechtelijke procedure opgeschort tot de volledige uitvoering van een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is.

HOOFDSTUK 12. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 33. Het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie dat erkend is krachtens het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet, wordt erkend in toepassing van dit decreet, op voorwaarde dat het binnen de termijn en volgens de modaliteiten bepaald door de Regering aantoonde dat ze voldoet aan de voorwaarden bepaald door dit decreet.

Bij het verstrijken van de termijn wordt het, indien het voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, erkend op basis van dit decreet. Zoniet verliest het zijn erkenning.

Art. 34. Een vereniging zonder winstoogmerk die al bestaat op het moment van inwerkingtreding van dit decreet, kan worden omgezet in de vereniging bedoeld in artikel 26.

Art. 35. In artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, 2°, worden de woorden "het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie" vervangen door de woorden "het decreet van 13 december 2023 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie";

2° in lid 1, 4°, de woorden "de "Société wallonne d'Economie sociale marchande" (Waalse Maatschappij voor Sociale Markteconomie), afgekort : "SOWECSOM" " vervangen door de woorden "W.ALTER " .

Art. 36. In artikel 6, 1°, b), van hetzelfde decreet worden de woorden "het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie" vervangen door de woorden "het decreet van 13 december 2023 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie".

Art. 37. In artikel 7, § 1, 6°, van hetzelfde decreet worden de woorden "de SOWECSOM" vervangen door het woord "W.ALTER".

Art. 38. In afwijking van de artikelen 24 en 25 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, kan de Waalse Regering een eenmalige, forfaitaire subsidie van 150.000 euro per erkend adviesverlenend agentschap inzake sociale economie toekennen voor het jaar 2023, onder voorbehoud van de beschikbare kredieten onder programma 18.104 van het Waals Gewest, op voorwaarde dat het ten minste twee voltijdse equivalenten tewerkstelt of aanwerft.

Art. 39. Het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie wordt opgeheven.

Art. 40. Het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie wordt opgeheven.

Art. 41. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024, met uitzondering van artikel 38, dat in werking treedt op 1 januari 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen op 13 december 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Waals Parlement, 1495 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4

Volledig verslag, plenaire vergadering van 13 december 2023

Bespreking

Stemming

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/000614]

8 DECEMBER 2022. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een globaal bedrag van 37 500 000 euro ten gunste van de gemeenten voor de herwaardering van de wijken in het kader van de duurzame wijkcontracten

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, de artikelen 92 tot 95 ;

Gelet op de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, de artikelen 1,2,7 tot 18 en afdeling 2 'Duurzame wijkcontracten';

Gelet op de ordonnantie van 24 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2022 ;

Gelet op het besluit van de Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de regering, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 16 maart en 29 november 2001, 30 maart, 15 juni, 13 juli en 19 oktober 2006, 19 juli 2007, 22 mei 2008, 22 december 2010, 1 en 30 juni 2011, 3 mei en 12 juli 2012, 7 maart, 18 juli en 5 september 2013, 16 december 2021, artikel 5, 14°;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de Duurzame Wijkcontracten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021 betreffende begrotingscontrole, de begrotingsopmaak, de begrotingswijzigingen en de monitoring van de gewestelijke entiteit;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/000614]

8 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant des subsides d'un montant global de 37 500 000 euros au bénéfice des communes œuvrant à la revitalisation urbaine dans le cadre des Contrats de Quartier Durable

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, les articles 92 à 95 ;

Vu l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 de la revitalisation urbaine, les articles 1, 2, 7 à 18 et la section 2 'les contrats de quartier durable ;

Vu l'ordonnance du 24 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 16 mars et 29 novembre 2001, 30 mars, 15 juin, 13 juillet et 19 octobre 2006, 19 juillet 2007, 22 mai 2008, 22 décembre 2010, 1^{er} et 30 juin 2011, 3 mai et 12 juillet 2012, 7 mars, 18 juillet et 5 septembre 2013, 16 décembre 2021, l'article 5, 14° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux contrats de quartier durable ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 relatif au contrôle budgétaire, à l'établissement du budget, aux modifications du budget et au monitoring de l'exécution du budget de l'entité régionale ;